

# Terrorisme: le président ougandais Museveni accuse l'ONU de préserver le fléau en RDC et au Sahel

Page 4

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du vendredi 17 Novembre 2023

7 j/s/7

N°2319 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.




# Soudan du Sud: les premières forces unifiées après l'accord de paix déployées

Page 2

## Côte d'Ivoire: environ 30 000 logements sociaux construits dans le cadre du programme présidentiel



Page 5




Page 7

## Burkina Faso: la DGI réfléchit sur le plan stratégique 2023-2027

SOUDAN DU SUD

# Les premières forces unifiées après l'accord de paix déployées




**Le Soudan du Sud a officiellement déployé mercredi ses premières forces unifiées, des centaines d'anciens rebelles et de soldats gouvernementaux, dans le cadre du processus de paix mené depuis 2018, selon Africanews.**

Cette unification était une condition sine qua non de l'accord de paix de 2018 qui a mis fin à un conflit de 5 ans au cours duquel près de 400 000 personnes ont perdu la vie. En effet, des milliers d'anciens combattants ont été intégrés dans l'armée du Soudan du Sud en août de l'année dernière, cependant ils n'avaient pas encore été déployés. Ce retard avait suscité la frustration de la communauté internationale qui soutient le processus de réunification. Quelque 1 000 soldats seront déployés à Malakal, dans l'Etat septentrional du Haut-Nil, qui accueille des réfugiés soudanais de la guerre des généraux. Le Coupd'envoi du déploiement de ce 1er bataillon a été donné mercredi à l'occasion d'une cérémonie officielle à Juba. Les autorités du Soudan du Sud ont exhorté le bataillon à rester uni. L'accord de paix signé en 2018 prévoit le partage du pouvoir entre Salva Kiir et Machar, notamment la mise en place d'une Constitution. Maints fois reportées, les élections se tiendront en 2024, selon le ministre de l'information Michael Makuei.

**Mohamed OUEDRAOGO**

ANNONCE



# PUBLICITÉ ENTREPRISE

DONNEZ
UNE
VISIBILITÉ
SANS
PRÉCÉDENT
À
VOS
AFFAIRES

Contactez-nous : +226 70210208 / +33 644 670 000
+1 (206) 800-0070
E-mail : contact@sc-mail.info

AFRIQUE

# Terrorisme: le président ougandais Museveni accuse l'ONU de préserver le fléau en RDC et au Sahel




**Le président ougandais Yoweri Museveni**

**Dans un communiqué publié sur son compte X ( ex-Twitter) le mercredi, le président ougandais, Yoweri Museveni a reproché aux Nations unies d'être une organisation qui contribue à ce que le terrorisme perdure en République démocratique du Congo (RDC) et dans certains pays de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest.**

Connu pour son langage direct sur certains problèmes majeurs en cours dans le continent africain dont le terrorisme, le président ougandais Yoweri Museveni, 79 ans a accusé l'ONU d'être responsable de la perduration du terrorisme en RDC et d'avoir semer le chaos dans le Sahel à travers certaines de ces décisions. « Une partie du terrorisme en Afrique est soit créée, soit entretenue par certains acteurs qui tentent de jouer le rôle de gendarmes mondiaux. Le chaos en Libye et dans les pays voisins du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger, Nigeria, Tchad entre autres) a été provoqué par certains de ces acteurs. Le projet de conservation du terrorisme dans l'est du Congo depuis 20 ans est l'œuvre de l'ONU et est contrôlé par certains de ces acteurs à travers les structures antidémocratiques de cet organe comme le Conseil de sécurité », a-t-il déclaré dans son communiqué. Le chef d'Etat ougandais va plus loin dans argumentaire en déclarant qu'il « est étonnant de constater à quel

La suite à la page 5

La suite de la page 4

point l'ONU peut superviser et conières années, sans que cela les dérange du tout. Ils ont créé un espace libre pour que toutes sortes de cochons à tête vide puissent se rassembler, s'entraîner, voler les ressources du Congo, tuer des citoyens congolais et, de temps en temps, tuer des Ougandais, tout en sapant l'avenir économique des populations des Grands Lacs », a-t-il ajouté. Pour finir, Yoweri Museveni a réaffirmé sa ferme détermination dans la lutte contre les rebelles en RDC dont ses troupes sont déployées et qui font déjà un travail remarquable avec l'élimination de 548 rebelles des Forces démocratiques alliées (ADF) accusés de multiples attaques dans les deux pays au cours de cette année 2023. Notons qu'à travers la MONUSCO, l'ONU compte environ 17.000 soldats stationnés en RDC depuis 2010 mais malgré la présence des forces onusiennes plusieurs milliers de congolais ont été tués et des millions contraints à fuir. Les autorités congolaises exigent à l'unanimité le départ de cette force qui après plus de 20 ans de présence n'a pu résoudre la crise malgré les moyens conséquents dont elle dispose. Pour le cas du Sahel, la MINUSMA, la force onusienne qui était déployée au Mali avec des milliers de soldats a été chassé du pays pour faute de résultats concrets sur le terrain ainsi que la force barkhane de la France. Les autorités maliennes qui ont pris l'initiative de reconquérir l'intégrité territoriale de leur pays sans la force onusienne et française, ont chassé les rebelles touaregs de Kidal, le 14 novembre alors que ces derniers s'étaient faits maîtres de la zone depuis 2010 avec la complicité des puissances étrangères occidentales.

**Lucien DAKISSAGA**

# Côte d'Ivoire: environ 30 000 logements sociaux construits dans le cadre du programme présidentiel

**Dans l'objectif de contribuer à l'amélioration de la vie des populations, les autorités ivoiriennes ont dans le cadre du programme présidentiel décidé de construire 60.000 logements sociaux. A ce jour, environ 30.000 ont déjà été construits, a révélé le directeur du Logement et de l'Aménagement foncier, Gbongue Tia Sylvain, au cours de l'émission Gouv'Space.**

Environ 30 000 logements sociaux ont été réalisés sur plusieurs sites, a révélé, le jeudi 09 novembre 2023, le directeur du Logement et de l'Aménagement foncier, Gbongue Tia Sylvain, au cours de l'émission Gouv'Space, salon d'échanges audio, initié par le Centre d'Information

La suite à la page 6

La suite de la page 5



et de Communication gouvernementale (CICG), apprend-on sur le site officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire. Cette initiative du gouvernement ivoirien vise à soulager les populations dans la recherche de logements décents au regard de leur revenu car, elle concerne les ivoiriens dont le revenu mensuel est inférieur ou égal à 400.000 F CFA qu'ils soient salariés ou particuliers. Sur 60.000 prévus à son lancement en 2013, environ 30.000 sont déjà disponibles et 5.000 bénéficiaires ont déjà reçu leurs clés. « A la date d'aujourd'hui, le Programme présidentiel de construction de logements sociaux et économiques a permis de réaliser environ 30 000 logements répartis sur plusieurs sites et qui font l'objet de remise de clés de façon progressive et selon que les conditions d'habitabilité sont réunies. C'est dans ce contexte que plus de 5 000 clés ont été remises à des souscripteurs sur le site de Songon en mars 2023 », a indiqué Gbongué Tia Sylvain. Selon notre source, lors de la mise en place de ce projet en 2012, cela a suscité l'engouement de la population envers cette initiative ce qui a porté le besoin à 150.000 logements, contre les 60.000 au départ. Les autorités ont donc pris des mesures pour permettre aux populations d'acquérir des logements décents et à moindre coût. A en croire, le directeur du Logement et de l'Aménagement Foncier, ces actions ont porté sur la mise à disposition des promoteurs, du foncier sécurisé. Dans ce sens, 1 000 hectares ont été mobilisés. Notamment à Songon Kassemblé (439 ha), Bingerville (40 ha), Modeste (80ha), Jacqueville (116ha) ainsi qu'à l'intérieur du pays, pour un coût d'acquisition global partiel de plus de 15 milliards de FCFA. L'action du gouvernement a également porté sur la viabilisation des parcelles, à hauteur de 85 milliards de FCFA à ce jour, de l'octroi de facilités fiscales (des dizaines de milliards FCFA d'exonérations fiscales accordées) et des facilités fiscales et douanières pour l'implantation des usines de production de matériaux de construction en Côte d'Ivoire. Ces interventions de l'État ont eu un impact de 30 à 40% de réduction sur les coûts de sorti des logements, précise l'autorité, ajoutant qu'un Programme d'Urgence est en cours pour la construction de 25 000 logements dans les prochains jours à Abidjan et dans les principales villes de l'intérieur du pays. Notons que les récentes études de la Banque mondiale font état de ce que le déficit en matière de logement culminerait autour de 800 000 unités en Côte d'Ivoire.

**Lucien DAKISSAGA**

BURKINA FASO

# La DGI réfléchit sur le plan stratégique 2023-2027




**Le présidium**

**La Direction générale des impôts a organisé sa 12e conférence annuelle le jeudi 16 novembre 2023 à Ouagadougou. L'objectif de cette conférence annuelle est d'établir le plan stratégique 2023-2027. Cette conférence est prévue se dérouler du 16 au 17 novembre 2023 à Ouagadougou. La cérémonie d'ouverture a connu la présence du ministre de l'Economie et des Finances, Dr Aboubacar NACANABO.**

C'est sur le thème: " Plan stratégique 2023-2027 de la DGI: un changement de paradigme pour une mobilisation optimale des ressources souveraines, que les financiers venus des 13 régions du Burkina vont discuter durant deux jours de travaux. Selon le Directeur général de la DGI, Daouda KIRAKOYA, tous les moyens sont mobilisés pour l'élaboration de ce plan stratégique. Les différents axes majeurs de ce plan consiste à accélérer la transformation digitale pour faciliter le paiement d›impôts, en rendant transparent les procédures de travail, notamment en matière foncière et sécuriser l'ensemble des services de la DGI. Le deuxième axe consiste à construire une administration fiscale de service qui promeut le civisme fiscal et la sécurité foncière. Le troisième axe consiste à doter l'administration des impôts en infrastructures adéquates, notamment en réseau, en personnel de qualité et diversifié ainsi que des locaux adaptés qui doivent être plus près des clients, a indiqué M. KIRAKOYA

Selon le ministre de l'Economie et des Finances, Dr Aboubacar NACANABO, tout en saluant la tenue de cette conférence, a indiqué que le plan stratégique est une boussole qui permet de guider les actions de la Direction generale des impots et faire en sorte que les activités qui sont menées soient orientées vers la vision déclinée dans le plan stratégique. Le Ministre a également affirmé l'accompagnement du gouvernement pour l'atteinte des objectifs de ce plan.

**Mohamed OUEDRAOGO**

# BURKINA FASO/ COMMUNIQUÉ

COALITION DE LUTTE CONTRE LA VIE CHERE, LA CORRUPTION, LA FRAUDE, L'IMPUNITE ET POUR LES LIBERTES (CCVC).

---

COORDINATION DES CCVC DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU.

---

Ouagadougou, le 13 novembre 2023

## Communiqué

Depuis l'appel à la mobilisation lancée par la CGT-B lors de sa rencontre nationale le 14 octobre 2023 pour le succès du meeting du 31 octobre 2023, des burkinabè se disant soutenir le capitaine Ibrahim TRAORE, chef de l'état et le MPSR2 ont, à qui mieux mieux, proféré des menaces, aiguisé des coupe-coupe et appelé au meurtre des responsables des organisations initiatrices du meeting du 31 octobre 2023. En rappel, la tenue de ce meeting avait pour objectif la commémoration du 9ème anniversaire de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et du 8ème anniversaire de la résistance victorieuse au putsch du 16 septembre 2015. Face à ces menaces et appels au meurtre, les autorités politiques ont gardé le silence. Elles ne les ont ni condamnés, ni dénoncés.

Suite à la réponse du Président de la délégation spéciale de la Commune de Ouagadougou (PDS) demandant de surseoir au meeting du 31 octobre 2023, après analyse de la situation nationale, nos organisations initiatrices du meeting ont décidé de la suspension dudit meeting.

Mais nous avons été étonnés en constatant que dès le week-end du 5 novembre 2023, des réquisitions massives/sanctions ont été émises à l'endroit de responsables de nos organisations parties prenantes du meeting du 31 octobre 2023 et d'homme politique, de journalistes etc. Ces réquisitions sont bel et bien punitives et constituent des sanctions car toutes les personnes réquisitionnées ont d'une manière ou d'une autre émis des critiques relatives à la gestion du pouvoir du MPSR2.

Par ces réquisitions/sanctions, le pouvoir du Président Ibrahim TRAORE veut faire taire toutes les voix critiques, discordantes et ne laisser libre cours qu'aux griots du régime. Ainsi, nous constatons qu'aux déportations punitives des années 60 à 90 à DORI succèdent les réquisitions/sanctions aujourd'hui.

Sinon comment comprendre que sous la pluie et les autres intempéries, des centaines de volontaires dormant à la place de la nation aient été royalement ignorés jusqu'à la date des réquisitions forcées, les obligeant à donner de la voix.

Tenant compte de l'ensemble de la situation et des faits évoqués, la coordination des CCVC de la Ville de Ouagadougou :

- Dénonce et condamne les menaces ouvertes, publiques avec et des vidéos postées sur les réseaux sociaux par des individus à visage découvert ;
- Met en garde tous ces individus « aiguiseurs de coupe-coupe » qui veulent déclencher une autre guerre civile réactionnaire (un Tẽnkũum en langue mooré, krêkrêkrê / krêkrê kêlè/ mogoguanzan kêlê en langue dioula) dans la guerre civile réactionnaire en cours dans notre pays ;
- Interpelle le capitaine Ibrahim, chef de l'état et son gouvernement pour qu'ils annulent ces réquisitions/sanctions punitives ;
- Appelle ses militants et sympathisants, les démocratiques, les personnes éprises de justice et de liberté à se mobiliser pour contrer les dérives répressives en cours et défendre les libertés individuelles et collectives.

**La Coordination**

# BURKINA FASO/ COMMUNIQUÉ

Réseau national de lutte anti-corruption

**Communiqué de presse du REN-LAC**

Le REN-LAC observe, depuis quelques jours, une vague de réquisitions ciblées de citoyens, soi-disant en application du décret N°2023-0475/PRES-TRANS/PM/MDAC/MATDS/MJDHRI portant mobilisation générale et mise en garde.

La qualité des personnes concernées qui, pour la plupart, sont des journalistes ayant des opinions critiques vis-à-vis du pouvoir, des hommes politiques et leaders d'opinions dont des membres du collectif d'organisations syndicales et de la société civile qui avaient annoncé la tenue d'un meeting pour à la fois commémorer le 9e anniversaire de l'insurrection populaire d'octobre 2014, le 8e anniversaire de la résistance populaire victorieuse au coup d'État de septembre 2015 et interpeller le gouvernement sur certains aspects de la gouvernance, ne laisse aucun doute sur les motifs réels de ces réquisitions. Celles-ci ont pour objectif inavoué de réprimer des Burkinabè dont le seul « tort » est d'avoir osé s'exprimer sur la conduite des affaires de l'État d'une manière qui ne rencontrerait sans doute pas l'assentiment des tenants actuels du pouvoir.

Cette attitude des autorités de la transition ne s'inscrit nullement dans l'esprit du décret portant mobilisation générale et mise en garde. Ce décret doit être un instrument de lutte contre le terrorisme. En conséquence, il ne saurait être un moyen de répression des personnes qui émettent des avis contraires ou qui interpellent les autorités sur la marche de la cité pour éviter la pensée unique.

Fidèle à son attachement aux principes de bonne gouvernance, de l'intégrité et de l'État de droit, le REN-LAC :

- interpelle les autorités de la transition sur le caractère arbitraire et injuste des réquisitions en cours dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ;

# BURKINA FASO/ COMMUNIQUÉ

La suite de la page 9

- demande au pouvoir de procéder à leur annulation et à l'arrêt de la répression comme mode de gouvernance ;
- exhorte les autorités à garantir les libertés démocratiques individuelles et collectives et à prêter une oreille attentive aux interpellations citoyennes contre les manquements à la gouvernance ; toute chose nécessaire pour venir à bout du terrorisme ;
- appelle l'ensemble des démocrates épris de justice et de paix à se mobiliser pour dire non à l'arbitraire, à l'injustice et à l'abus d'autorité d'où qu'ils viennent.

**Fait à Ouagadougou, le 10 novembre 2023**

**Le Secrétariat exécutif**

**Déclaration du Mouvement des Intellectuels du Manifeste pour la Liberté**

**sur la situation nationale**

Et l'histoire se répète ; si l'on met le curseur sur l'avènement du MPSR 2, notre mouvement assiste à un recul démocratique sous le prétexte de la lutte contre le terrorisme qu'attestent, sans être exhaustif, les faits suivants :

- la suspension de média nationaux et internationaux ;
- la relecture partisane de la loi organique portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Communication ;
- les brimades et menaces d'atteinte à l'intégrité physique de journalistes, leaders d'opinion, leaders syndicaux et d'OSC ;
- des enlèvements et disparition de citoyens ;
- les subterfuges pour interdire le meeting annoncé par une coalition d'organisations syndicale et de la société civile ;
- des réquisitions arbitraires et ciblées contre des citoyens parmi lesquels des responsables d'organisations ayant annoncé la tenue d'un meeting pour commémorer le double anniversaire de l'insurrection populaire d'octobre 2014 et de la résistance populaire victorieuse au coup d'État de septembre 2015, des journalistes et des hommes politiques critiques de la gouvernance du pouvoir du MPSR 2.

À l'évidence on se retrouve dans une situation où la défense de l'intégrité du territoire national, la restauration de la sécurité ainsi que la protection des populations et de leurs biens contre la menace et les actions terroristes servent de prétexte pour « légaliser » la répression contre toutes les personnes qui dénoncent l'état de la gouvernance de notre pays et émettent des avis contraires à celui des gouvernants.

Sous le couvert de la lutte contre le terrorisme, le MPSR 2 s'installe de plus en plus dans une logique de fascisation à l'image de ses prédécesseurs. Pire, il emploie des méthodes répressives qui rappellent bien de régimes militaires tristement célèbres que notre pays a connus dans son histoire récente. C'est sous ces différents régimes, qui ont triché avec les lois et rusé avec les principes cardinaux de la démocratie, que se sont développées des mœurs politiques barbares et criminelles jusque-là inconnues dans notre pays. Ainsi ont pris corps dans la vie politique et sociale

# BURKINA FASO/ DÉCLARATION

La suite de la page 11

les assassinats, les cours martiales, les exécutions sommaires, l'organisation et la pratique de la torture physique et morale, l'organisation et la systématisation de la délation.

Notre peuple a dû faire face courageusement à ces différents régimes en payant un lourd tribut dans la conquête et l'élargissement des espaces de libertés ainsi que pour la démocratie et l'État de droit afin de tourner définitivement dos à ce sombre passé. À ces espaces de libertés nous y tenons particulièrement. Par conséquent, nous interpellons les autorités à garantir les libertés fondamentales pour tous les Burkinabè sans distinction aucune conformément à la constitution en vigueur.

La lutte contre le terrorisme n'est nullement incompatible avec l'exercice des libertés individuelles et collectives et la préservation de l'État de droit. Elle ne saurait justifier l'arbitraire et la répression contre des citoyens du fait de leur opinion. Bien au contraire, la lutte contre le terrorisme vise la promotion desdites libertés que les terroristes remettent en cause par leurs actions criminelles.

Notre mouvement est né justement du cri de colère de notre peuple suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo qui, par ses écrits, dénonçait, la gestion criminelle de l'État par le régime de Blaise Compaoré. C'est pourquoi, notre mouvement invite les intellectuels honnêtes et l'ensemble des démocrates épris de justice et de paix véritables à refuser ces mesures arbitraires et répressives. Nulle part ailleurs la répression et la dictature d'une pensée unique n'ont construit une véritable nation.

**Non à l'arbitraire et à l'abus d'autorité**

**N 'an lara an sara**

Fait à Ouagadougou le 10 novembre 2023

La Coordination du Mouvement du Manifeste pour la Liberté

# BURKINA FASO/ LETTRE OUVERTE

**ABASSEP – AJB – CADDL – CCVC/Ouaga – CDAIP – CNP-NZ – Collectif syndical CGT-B – Balai Citoyen – Association Kebayina des femmes du Burkina – MBDHP – ODJ – UGEB – REN-LAC – CISC – SYNAMUB – Association Yampalga - Collectif JOLA Menacés**

*Ouagadougou, le 09 novembre 2023*

**Les responsables des structures organisatrices du meeting du 31 octobre 2023**
**A**

**Monsieur le Président de la Délégation Spéciale de la Commune de Ouagadougou**
**- Ouagadougou -**

**Objet** : réponse à votre correspondance N°2023-4297/CO/M/SG du 26 octobre 2023

**Monsieur le Président de la délégation spéciale,**

Nous accusons réception de votre correspondance N° 2023-4297/CO/M/SG du 26 octobre 2023 en réaction à notre lettre d'information pour la tenue d'un meeting de commémoration du 9ème anniversaire de l'insurrection populaire d'octobre 2014 et du 8ème anniversaire de la résistance victorieuse au coup d'Etat de septembre 2015. Nous notons avec intérêt que vous reconnaissez que notre activité est légale. A contrario, vous avancez un certain nombre d'éléments qui ont sous-tendu de votre part une demande de sursis à la tenue de notre activité. Monsieur le Président de la délégation spéciale (PDS), les arguments avancés requièrent de notre part les observations suivantes :

1) Du contexte sécuritaire qui mobilise l'essentiel des forces de sécurité

Monsieur le Président de la délégation spéciale,

Nos organisations voudront vous rappeler que ce meeting se tient dans un lieu public mais clos qui est la Bourse du travail. Il n'y a donc pas à priori nécessité d'une mobilisation particulière des FDS. Nous sommes d'autant plus étonnés de l'évocation de cette donne alors qu'en même temps, vous nous invitez à participer à une manifestation officielle qui, elle, nécessite, à n'en pas douter, une mobilisation exceptionnelle des Forces de défense et de sécurité (FDS).

2) Des risques sérieux d'affrontements

Monsieur le Président de la délégation spéciale,

Depuis l'appel fait par le Collectif CGT-B le 14 octobre 2023 en vue d'une mobilisation pour ce meeting, des individus ont lancé une vaste campagne de manipulation, d'intimidation, de diffamation, de menaces d'atteinte à l'intégrité physique des dirigeants et des militants du Collectif des organisations.

COMMUNE DE OUAGADOUGOU
SERVICE COURRIER
Arrivée N°
Ouagadougou le 09 NOV 2023

# BURKINA FASO/ LETTRE OUVERTE

La suite de la page 13

Ces menaces ouvertes, publiques avec des déclarations et des vidéos postées sur les réseaux sociaux par des individus à visage découvert, se réclamant des soutiens du MPSR2 et du Chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré, n'ont fait l'objet d'aucune déclaration, ni de prise de décision par les autorités administratives et politiques. Monsieur le PDS, quelles sont les mesures que vous avez prises face à ces menaces de mort contre les responsables et militants de nos organisations ?
Il est donc aisé de comprendre que cette situation délétère a été sciemment créée et entretenue par le MPSR2, son gouvernement avec le chef de l'Etat et le Premier Ministre en tête (eu égard à leurs récentes déclarations) et leurs soutiens.

3) Des risques réels d'infiltration

Monsieur le Président de la délégation spéciale,
Nos organisations ont toujours montré leur maturité politique et leur sens élevé de responsabilité lorsqu'elles engagent une action. De ce qui précède, nous ne sommes donc pas étonnés que les autorités du MPSR2 et leurs soutiens aient décidé d'infiltrer notre manifestation pacifique et de créer des troubles qu'ils s'en presseront de mettre sur le dos de nos organisations. Mais nous sommes étonnés que vous en tant que PDS, garant de la sécurité des citoyens de cette ville, vous n'ayez pris aucune disposition pour empêcher cette situation.

4) De l'accentuation de la fracture sociale

Monsieur le Président de la délégation spéciale,
La fracture sociale s'est accentuée depuis que le Chef de l'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré, et ses soutiens ont catégorisé les Burkinabé en deux groupes : ceux qui les soutiennent sont qualifiés de patriotes et tous les autres d'apatrides. Pour ces « patriotes » tous ceux qui ne sont pas avec eux, sont contre eux. La fracture sociale s'accentue également du fait que des Burkinabé, membres d'OSC soutenant le pouvoir, peuvent tenir comme bon leur semble des meetings à la place de la révolution, faire des marches de soutien, occuper permanemment les ronds-points, soumettre les usagers de la route à des contrôles sans aucune autorisation. Pendant ce temps, d'autres organisations légalement reconnues dont le crime est de ne pas être des griots zélés du régime sont empêchés de faire un meeting et leurs responsables menacés ouvertement de mort.

Monsieur le Président de la délégation spéciale,
La commémoration de l'anniversaire de l'insurrection populaire et de bien d'autres dates-clés de l'histoire de notre pays, est une tradition pour la plupart de nos organisations. Ces commémorations, organisées de manière autonome se sont jusque-là passées sans aucun trouble. Votre lettre est un aveu de votre refus d'assumer vos responsabilités à sécuriser une manifestation légale, objet de menaces proférées par des individus à visage découvert. De surcroit, ces individus peuvent faire des marches et des meetings à tout va. Nous en voulons pour preuve les récentes manifestations au monument des martyrs le 31 octobre 2023 et au palais des sports le 05 novembre de la même année. Si tous les citoyens sont égaux devant la loi, il y a là du deux poids deux mesures.

# BURKINA FASO/ LETTRE OUVERTE

La suite de la page 14

Au regard de ce qui précède, Monsieur le Président de la délégation spéciale, tout en dénonçant votre attitude partisane et vous interpellant à assurer une gestion équitable des citoyens dans votre ressort territorial, nous vous prions de croire en notre détermination à nous battre pour que chacun réponde de ses actes devant l'histoire.

Ont signé :

**ABASSEP**
Amirata KABORE

**AJB**
Guézouma Sanogo
Président

**CADDL**
Konbabo Hermann
Moussa

**CCVC/Ouaga**
DOMINIQUE YAMEOGO

**CDAIP**
NIKIEMA IDRISSA

**CNP-NZ**
Siriki Dramé

**Collectif syndical CGT-B**
DIALLO Moussa

**Balai Citoyen**
Pb BARRY Djibril

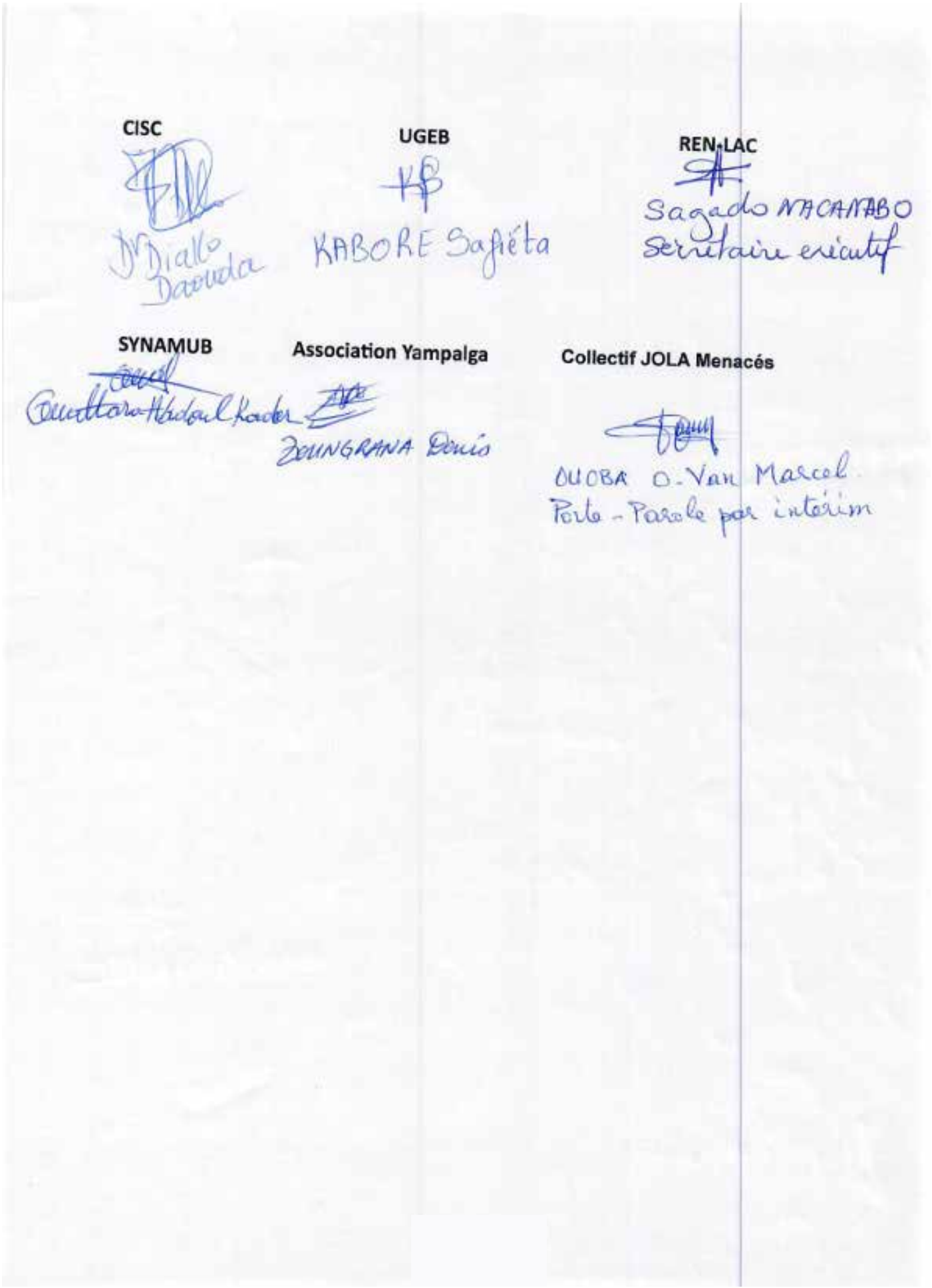
**ODJ**
LANKOANDE Tempani

**Association Kebayina des femmes du Burkina**
Nacanabo Tapan Tasa
Présidente

**MBDHP**
BADO Christoph R.

# BURKINA FASO/ LETTRE OUVERTE

La suite de la page 15



INTERNATIONAL

# POUR LA PALESTINE ET LE MONDE

La région de Palestine est entrée depuis le 7 octobre dans une guerre terrible. Et bien sûr, là-bas les fleurs sont fanées, et le soleil a disparu parce que l'obscurité est venue, et les jeunes ne peuvent pas chanter, et les enfants ne peuvent pas jouer négligemment dans les rues, et les colombes blanches de la paix ne volent pas dans le ciel sombre.

Et qui est responsable de cette tragédie? Est-ce la faute du peuple israélien? Est-ce la faute du peuple palestinien? Clairement non. Les deux peuples sont innocents et bons. Les Israéliens ont le droit d'avoir leur propre État, tout comme les Palestiniens ont le droit d'avoir leur propre lopin de terre doté du statut d'État. Mais les hommes politiques, et en premier lieu ceux du camp des puissants, n'ont pas, au cours des années précédentes, pris les mesures nécessaires pour résoudre ce problème brûlant au Moyen-Orient, ce qui a donné lieu à la situation tragique actuelle.

Et bien sûr, les peuples du monde entier sont innocents et bons. Dans tous les pays, la majorité des gens ne veulent pas de guerre, ils ne veulent pas de meurtres, de morts et de crimes. Ils veulent vivre dans un environnement paisible, beau et heureux. Ils veulent la paix. Ils veulent sourire et rêver tous les jours. Tous les gens dans ce monde se fixent des objectifs et tentent de les atteindre, donnant ainsi un sens à leur vie. Ils ne veulent pas que ces objectifs soient violemment, soudainement et brusquement interrompus, comme cela arrive lorsqu'un pays plonge dans les affres de la guerre. Ils ne veulent en aucun cas se vautrer dans cette horreur pendant des mois, voire des années. Les pères et les mères veulent voir leurs enfants progresser et les rendre fiers. Ils ne veulent pas être envoyés à la guerre et tués de la manière la plus horrible.

Mais qui sur cette planète fait la guerre? Bien entendu, les immenses puissances économiques qui dominent notre planète et qui, par le biais des guerres, défendent leurs intérêts, leurs objectifs et leurs projets. Ils se nourrissent littéralement des guerres et ne se soucient pas du nombre de milliers, voire de millions de morts. Bien entendu, certains hommes politiques qui formulent, promeuvent et tentent de mettre en œuvre des aspirations nationalistes et conquérantes extrêmes jouent également un rôle dans les guerres.

Et nous constatons aujourd'hui que l'humanité est plongée dans la folie de la guerre. L'humanité traverse aujourd'hui la pase la plus critique de son histoire, car elle se trouve littéralement à un pas de la Troisième Guerre mondiale, dont beaucoup d'entre nous ne vivront pas pour voir les conséquences dévastatrices de la civilisation humaine. Et comme le disait Albert Einstein: «S'il y a une troisième guerre mondiale, la quatrième se fera à coups de matraque».

De toute façon, ce sont les gens qui sont les victimes. Ils payent la guerre de leur sang. Dans le passé, il y a eu des peuples qui ont été attirés par leurs politiciens par une propagande incessante, un lavage de cerveau et une campagne de peur sur cette voie pernicieuse

La suite à la page 9

La suite de la page 8

et tragique. L'exemple typique est celui du peuple allemand qui a été victime du nazisme et de la propagande goebelienne et qui est ainsi devenu un levier pour l'extermination d'autres peuples.

Et bien sûr, l'âme et le cœur de toute personne bonne et compatissante sont brisés par les événements tragiques qui se déroulent aujourd'hui au Moyen-Orient, mais aussi en Ukraine et ailleurs. Toute bonne personne ne peut s'empêcher de pleurer devant le spectacle hideux de personnes aux têtes, aux bras et aux jambes coupés. Il ne peut s'empêcher de pleurer devant l'image d'enfants défigurés et trempés de sang. Il ne peut s'empêcher de pleurer devant les caravanes de réfugiés quittant leur terre bien-aimée avec des bombes suspendues au-dessus de leurs têtes. Il ne peut que verser des larmes pour chaque personne perdue, qu'elle soit armée ou civile, qu'elle soit palestinienne, qu'elle soit israélienne, qu'elle soit russe, qu'elle soit ukrainienne ou de toute autre nationalité. Après tout, tous les humains, biologiquement, nous sommes pareils, nous sommes sortis du même ventre et avons le même destin.

Tous les gens, et surtout ceux qui occupent des postes clés du pouvoir politique, et je veux croire qu'il y a aussi des hommes politiques sensés et des hommes politiques qui ont une certaine stature politique, nous devons lutter pour arrêter les guerres meurtrières impitoyables, pour éviter la catastrophique Troisième Guerre mondiale et donner naissance à un nouveau monde démocratique fondé sur la coopération, le respect mutuel et la coexistence pacifique de tous les États et peuples de la planète.

Palestine année 2023

Une région plongée dans une guerre dégoûtante

Sans soleil à chaque aube, sans joie, sans fleurs

Arrosé de larmes amères et de sang abondant

Sans chansons d'amour, sans enfants insouciants.

Partout, les cadavres horriblement dispersés

Sans jambes, sans mains, sans corps, sans tête

Les maisons blessées se sont effondrées

Et les pigeons nulle part dans la coupole céleste.

Caravanes de réfugiés sans destination claire

Et dans l'air mélancolique avec les bombes volant

Ils quittent leur patrie bien-aimée dans la peur

Et sur le mât le drapeau, déchiré et sanglant.

Des rêves enfouis dans une boue diffusible

La suite à la page 10

La suite de la page 9

Et les coeurs brisés en mille morceaux

Des visages lacérés par une douleur indescriptible

Et autour, c'est la Mort avec ses foutus chevaux.

Victimes dans ce monde injuste et malhonnête

Ce sont toujours des gens bons et innocents

Qui dégagent par leur âme une belle odeur

Soit ils sont Palestiniens, soit Israéliens.

Ô Palestine, notre âme est pleine d' amertume

Pour cette terrible tragédie et grande sauvagerie

Notre planète sombre dans l'obscurité épaisse

Et à nos yeux, la colère et la tristesse.

Par Isidoros Karderinis



Curriculum vitae

Isidoros Karderinis est né à Athènes en 1967. Il est journaliste, romancier et poète. Il a étudié l'économie et a terminé des études supérieures en économie du tourisme. Ses articles ont été publiés dans des journaux, des magazines et des sites Web du monde entier. Ses poèmes ont été traduits en anglais, français et espagnol et publiés dans des anthologies poétiques, des revues littéraires et des colonnes de journaux littéraires. Il a publié huit recueils de poésie et trois romans en Grèce. Ses livres ont été traduits et publiés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne.

Réseaux sociaux

Facebook: Karderinis Isidoros

Twitter: Isidoros Karderinis

Linkedin: ISIDOROS KARDERINIS

Gettr: ISIDOROS KARDERINIS

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Le Niger félicite le Mali pour la reprise de Kidal



Le Niger félicite le Mali, après la reprise de la ville de Kidal par les forces armées maliennes et leurs supplétifs de Wagner. Le communiqué a été lu, mercredi soir, à la télévision nationale par le porte-parole de la junte nigérienne. «Le gouvernement et le peuple nigérien ont appris avec une immense joie la libération de Kidal, le mardi 14 novembre 2023, par les forces armées maliennes, FAMA. Cette ville martyre était restée sous le joug des terroristes et leurs sponsors, responsables de la déstabilisation du Mali ainsi que de l'ensemble du Sahel, depuis plusieurs années.» Dit en substance le message des militaires nigériens. Pour rappel, l'armée malienne a repris, mardi, la ville stratégique de Kidal, au nord du pays, un bastion des groupes séparatistes dominés par les Touaregs et faisant outrage à la souveraineté du Mali, selon Africanews.

## RDC : Tshisekedi étrille le Rwanda dans son discours à la Nation



Le président de la RDC, M. Tshisekedi, s'est exprimé au sujet de la situation sécuritaire du pays, les perspectives d'arrivée d'une nouvelle force internationale à l'est et le respect des échéances électorales de décembre lors d'un discours télévisé sur l'état de la nation. Pendant plus de deux heures, Félix Tshisekedi s'est exprimé devant les membres des deux chambres du Parlement réunis en congrès à Kinshasa. M. Tshisekedi, qui a passé près de cinq ans au pouvoir, a abordé la résurgence du groupe rebelle M23. «Dans le contexte de l'agression barbare contre notre pays perpétrée par le Rwanda et ses partisans terroristes du M23 au cours des deux dernières années, je salue votre engagement», a-t-il déclaré à l'assemblée. En réponse aux combats en cours, plusieurs forces étrangères sont déployées dans l'est de la RDC, selon Africanews.

## Libéria : Boakai légèrement en tête des premiers résultats partiels



Le décompte des voix était en cours au Liberia mercredi, au lendemain du second tour de la présidentielle opposant la légende du football George Weah à l'ex-vice-président Joseph Boaka, l'opposant prenant une courte avance. Le scrutin s'est déroulé dans le calme mardi, avec plus de 2,4 millions d'électeurs appelés à choisir entre le président sortant Weah, 57 ans, qui brigue un second mandat, et Boakai, 78 ans. Les observateurs s'attendent à ce que le résultat soit serré, les deux candidats étant arrivés à peu près au coude à coude lors du premier tour le mois dernier. La commission électorale dispose de 15 jours à compter du scrutin pour publier les résultats, mais elle pourrait le faire plus tôt. La commission électorale devrait faire un rapport quotidien sur l'état du dépouillement qui a commencé peu après la fermeture des bureaux de vote mardi soir, selon Africanews.

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Burkina Faso : Epidémie de Dengue- Plus de 400 décès




Pour ceux qui l'ignoraient encore, les moustiques de type «Aedes», responsables de la maladie de Dengue et du chikungunya sont actifs entre 16h et 20h du soir. Depuis le lundi dernier, le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique en compagnie d'une mission médicale russe et de ses collaborateurs sont descendus sur le terrain pour combattre le moustique. Selon le dernier rapport du département de la santé, 42 500 cas de malades ont été enregistrés sur l'étendue du territoire dont 421 décès. Du rapport, il ressort qu'il y a plus de 95 000 personnes suspectes.

## Niger : Départ des forces françaises- 1.176 militaires français ont définitivement quitté



Environ 1.176 militaires français ont définitivement quitté le sol nigérien en emportant une grande quantité de matériel de guerre, à la date de ce mercredi, en direction de N'Djamena (au Tchad) et de la France, dans le cadre du processus de désengagement français au Niger, a annoncé mercredi l'armée nigérienne dans son bulletin d'information hebdomadaire. Le processus de retrait des forces françaises se déroule en toute sécurité. « Le colonel major Mahamane Sani Tchaou, chef d'état-major de l'armée de terre du Niger, a effectué mercredi une visite à la base aérienne de Niamey pour évaluer l'état actuel du rapatriement du matériel français à ce jour », a précisé la même source.

## Liberia : Deuxième tour de la présidentielle - Résultats partiels annoncés




Le décompte des voix était en cours au Liberia mercredi, au lendemain du second tour de la présidentielle opposant la légende du football George Weah à l'ex-vice-président Joseph Boaka, l'opposant prenant une courte avance. Le scrutin s'est déroulé dans le calme mardi, avec plus de 2,4 millions d'électeurs appelés à choisir entre le président sortant Weah, 57 ans, qui brigue un second mandat, et Boakai, 78 ans. Les observateurs s'attendent à ce que le résultat soit serré, les deux candidats étant arrivés à peu près au coude à coude lors du premier tour le mois dernier. Selon la présidente de la commission électorale, Davidetta Browne Lansanah après dépouillement des résultats de 1 315 des 5 890 bureaux de vote du pays, M. Boakai était en tête avec 50,7 % des voix.

# INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

## Côte d'Ivoire : Construction de l'échangeur et réhabilitation de la voirie- Robert Beugré Mambé annoncé à Abobo



Le Premier ministre, ministre des Sports et du Cadre de vie, Robert Beugré Mambé, sera très bientôt à Abobo pour s'imprégner des travaux de construction de l'échangeur du rond-point de la mairie et de la réhabilitation de certaines voies de la commune. Et ce, dans le cadre de l'organisation de la 34e édition de la Can 2023 en Côte d'Ivoire, dont il est la cheville ouvrière. L'information a été donnée le 14 novembre 2023, à Abobo, par le maire Kandia Camara, au cours d'une rencontre avec les responsables de l'Ageroute, du Bnetd et les entreprises chargées de l'exécution des travaux en cours. Ce, pour connaître la date du démarrage de certains travaux et surtout celle de leur achèvement. Il s'agissait aussi pour Kandia Camara de s'assurer que toutes les infrastructures seront livrées à bonne date.

## Togo : Élections régionales- Le fichier électoral n'a aucun problème, indique l'Oif



Le fichier électoral issu du recensement du 29 avril au 14 juin 2023, organisé sur l'ensemble du territoire national, est conforme aux normes internationales. C'est ce que soutient une équipe d'experts et de techniciens de l'Organisation Internationale de la Francophonie (Oif) après un audit externe du fichier électoral. Selon les informations communiquées par l'équipe, à l'occasion d'une conférence de presse organisée mercredi à Lomé, mercredi 15 novembre 2023 par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). L'institution chargée de l'organisation et de la supervision des élections au Togo, avait, par l'intermédiaire du ministre de l'Administration territoriale, sollicité le 5 juin 2023, le soutien de l'OIF en vue d'un audit externe du fichier électoral. L'objectif de cette démarche est de rendre crédible et fiable le fichier obtenu à la suite du recensement dans les trois zones du pays.

## Sénégal : Justice- Juan Branco attendu devant la Cour suprême du Sénégal ce vendredi



La Cour suprême du Sénégal a convoqué l'avocat de Ousmane SONKO, Juan Branco, à une audience cruciale prévue pour le vendredi 17 novembre 2023, afin de déterminer la possibilité de la candidature de ce dernier à l'élection présidentielle de février 2024, a annoncé l'avocat via son compte X, ex Twitter. M. SONKO, principal opposant du pouvoir en place et de la Françafrique, est actuellement en détention, suscitant des inquiétudes quant à la démocratie et aux droits de l'homme dans le pays. Cette audience, prévue pour ce vendredi 17 novembre 2023, prend une importance particulière à trois mois des élections, devant la plus haute juridiction du pays.

# HOROSCOPE DU JOUR

## BÉLIER (21 mars - 19 avril)

Les défis seront là, mais votre détermination sera à la hauteur. Restez ouvert à l'innovation, l'opposition Soleil-Uranus pourrait amener des changements inattendus. Courage ! Soyez prudent, l'opposition Mars-Uranus suggère que des changements imprévus pourraient survenir. Ne prenez pas de risques inutiles.

## TAUREAU (20 avril- 20 mai)

L'opposition Mars-Uranus peut apporter des changements imprévus. Rester flexible sera votre atout majeur aujourd'hui. Faites preuve de prudence et n'oubliez pas de faire preuve de flexibilité. Bonne gestion financière à vous !

## GÉMEAUX (21 mai- 20 juin)

Lors de défis ou de changements, gardez votre calme et adaptez-vous. Profitez de cette journée pour montrer votre souplesse et votre capacité à évoluer. Soyez attentif aux opportunités, surtout si elles semblent trop belles pour être vraies. L'opposition Mars-Uranus invite à une gestion prudente. Soyez patient et évitez les dépenses impulsives.

## CANCER (21 juin - 22 juillet)

Ne craignez pas les défis, ils sont porteurs de succès. Mais attention à Uranus en Taureau qui pourrait amener des surprises. Restez flexible et ouvert aux changements. Restez prudent avant de faire des investissements importants. La prudence est votre alliée aujourd'hui. Neptune en Poissons vous aide à garder votre calme et votre clairvoyance.

## LION (23 juillet - 23 août)

Gardez votre calme, et approchez ces défis avec ouverture et flexibilité. Aujourd'hui promet d'être une journée d'apprentissage et de croissance. Adoptez une attitude prudente, surtout dans les investissements risqués. Restez flexible et ouvert à des alternatives. Une gestion sage sera votre meilleur atout.

## VIERGE (24 août- 22 septembre)

Les défis pourraient surgir, mais n'oubliez pas que du chaos naissent les plus belles opportunités. Concentrez-vous, votre rigueur et votre persévérance seront vos meilleurs atouts aujourd'hui. Soyez prudent et n'hésitez pas à consulter un expert si nécessaire.

## BALANCE (23 septembre- 22 octobre)

votre nature équilibrée vous aidera à gérer les situations avec sagesse. Communiquez clairement et restez flexible pour tirer le meilleur parti de cette journée. Soyez donc vigilant, évitez les investissements risqués. Privilégiez l'épargne, cela vous rassurera en cette journée un peu mouvementée.

## SCORPION (23 octobre- 21 novembre)

Prenez les devants, proposez vos idées, il est temps d'affirmer votre leadership. L'opposition à Uranus génère quelques imprévus. Soyez adaptable et profitez de ces changements pour montrer votre réactivité. Évitez les investissements risqués aujourd'hui. Restez attentif et patient pour assurer votre stabilité financière.

## SAGITTAIRE (22 novembre - 21 décembre)

Restez flexible et ouvert au changement aujourd'hui. Ne prenez pas de décisions hâtives. La position de Mercure suggère une bonne gestion et une planification judicieuse. Profitez de cette journée pour revoir vos finances et potentialiser vos ressources.

## CAPRICORNE (22 décembre- 19 janvier)

Affrontez les défis avec audace. Le carré Mercure-Saturne pourrait créer des tensions, soyez patient et persévérant. Votre travail acharné sera récompensé. Soyez prudent avec vos finances et évitez les achats impulsifs. Des opportunités financières pourraient se présenter, mais la prudence est recommandée.

## VERSEAU (20 janvier- 19 février)

C'est le moment idéal pour proposer de nouvelles idées. Attention néanmoins aux tensions potentielles avec Saturne en Poissons qui pourrait engendrer des malentendus. Communiquez clairement et sereinement. Soyez prudent, ne prenez pas de décisions hâtives et gardez un oeil attentif sur vos dépenses.

## POISSONS (20 février- 20 mars)

Vous allez briller par votre audace et votre détermination. La prudence est recommandée avec Saturne en Poissons, les détails seront importants. Contournez les tensions avec diplomatie et persévérance. Les investissements long terme seront favorisés. Évitez les décisions hâtives et les risques inutiles.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Mohamed OUEDRAOGO
Lucien DAKISSAGA
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque Cameroun
viaPRESSE.com Europe - Amerique
Cdiscount France
MONKIOSK.com Côte d'Ivoire
fnac Europe
viapress.be Belgique
SOGAPRESSE Gabon
ePresse Europe - Amerique
Cultura France
emediaplace Afrique
France loisirs France
scopalto Europe
orange Tous les pays Orange
Tego
YouScribe Tous les pays qui ont Orange Money